

Le gouvernement décapite le programme de science au cégep

Le Devoir, 3 avril 2018

RAYNALD RICHER

Enseignant en physique

Le gouvernement libéral et son ministère de l'Éducation veulent imposer un nouveau programme de science au collégial. Dans ce nouveau programme, on propose, entre autres choses, de supprimer ou de rendre facultatifs plus de 40 % de la physique et au moins 30 % des mathématiques. Ce sont des changements majeurs et injustifiables pédagogiquement. En fait, le but plus ou moins avoué de ces changements est d'augmenter le taux de réussite et de faciliter l'entrée à l'université des étudiants et des étudiantes dans les sciences de la santé. Bref, sacrifier le niveau de connaissance pour augmenter le taux de réussite.

Mais ces changements vont entraîner des effets encore plus pervers sur notre système d'éducation. Laissez-moi prendre comme exemple un étudiant que je connais bien et qui est entré cette année en génie à l'Université. Au début de la première session, sa cohorte se chiffrait à environ 140 étudiants. Après une session, on dénombre autour de 45 étudiants. Bref, plus des deux tiers ont abandonné. Il a survécu et il m'a confié qu'il était bien content d'avoir suivi au cégep le cours de mathématiques avancé et que les cours de physique qu'il avait reçus couvraient heureusement toute la matière. Il s'est malheureusement rendu compte que plusieurs de ses collègues n'avaient pas toutes les connaissances nécessaires pour réussir les cours. (Il faut savoir que les cours de sciences

sont déjà à géométrie variable dans les cégeps.)

Bref, compte tenu des coupures prévues dans le nouveau programme, je peux vous certifier qu'il sera impossible aux étudiants de réussir cette première session en génie.

Nous le savons, le ministère le sait et les universités le savent. Alors, que va-t-il se passer? La réponse est simple : les universités ajouteront une session ou une année d'accueil aux nouveaux étudiants, elles n'auront pas le choix.

Nous avons besoin de scientifiques qui en connaissent davantage et qui pourront s'adapter aux défis actuels et futurs de la mondialisation et de l'intégration des connaissances technologiques

Mais ce faisant, on peut se demander pourquoi faire deux ans de cégep en science pour aller en génie à l'université si on peut maintenant faire ses prérequis en physique et en maths en première année? Pourquoi allonger notre formation d'une année par rapport aux autres systèmes d'éducation?

La formation générale

Ça ne prendra pas beaucoup de temps pour que l'on remette en cause la formation générale au cégep et que l'on favorise l'entrée à l'université par la porte technique ou par l'ajout d'une année au secondaire. Cela se fera « naturellement ».

Bien sûr, tous ceux que cette réforme semblait avantager au départ en seront aussi affectés, car il n'y aura pas de raison de faire diffé-

remment pour les sciences de la vie.

Peut-on penser que le gouvernement libéral et son ministère de l'éducation sont en train de faire de la main gauche ce qu'ils ne peuvent pas faire de la main droite?

Si le gouvernement a l'intention de modifier en profondeur le système éducatif au Québec, il doit être transparent. Il doit imposer un moratoire sur cette réforme, énoncer clairement ses intentions et se soumettre au jugement de la population lors de la prochaine élection.

Par contre, si les actions du ministère ne reflètent pas les intentions du gouvernement alors celui-ci n'a pas le choix, non plus, d'intervenir, d'arrêter cette réforme et de réitérer son intention de maintenir la qualité des programmes de science au cégep.

Bref, dans tous les cas, le ministre de l'Éducation se doit d'imposer un moratoire sur cette réforme et se questionner sérieusement sur la formation scientifique.

La réussite scolaire ne doit pas se faire au détriment de la qualité de la formation. Les connaissances scientifiques progressent constamment et en 2018, nous n'avons pas besoin de scientifiques qui en savent moins. Nous avons besoin de scientifiques qui en connaissent davantage et qui pourront s'adapter aux défis actuels et futurs de la mondialisation et de l'intégration des connaissances technologiques. La compétitivité scientifique du Québec et sa capacité d'innover en dépendent. Ce n'est pas en nivelant vers le bas que nous construisons le Québec de demain.